Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/elections-europeennes-2014

21 mai 2014

Pour une Europe sans nucléaire, ni civil ni militaire !

À l'approche des élections européennes, le Réseau "Sortir du nucléaire" appelle les candidats au Parlement Européen à s'engager résolument pour la sortie du nucléaire et pour l'élimination des armes nucléaires.

Pour une sortie du nucléaire en Europe !

En cas d'accident nucléaire, la pollution radioactive se moque des frontières. Il relève donc de la responsabilité des élus européens de travailler à une sortie du nucléaire à l'échelle européenne. Afin de protéger les populations, nous attendons donc des futurs élus qu'ils s'engagent à œuvrer pour la fermeture des réacteurs les plus anciens et les plus dangereux ; nous attendons aussi qu'ils refusent que les normes pour l'exposition des consommateurs et travailleurs à la radioactivité soient tirées vers le bas.

Les futurs élus européens se doivent d'impulser une véritable transition énergétique européenne, qui pourrait constituer une réponse à la crise économique, en agissant pour que le futur « paquet énergie-climat » permette le passage à une Europe plus sobre et renouvelable. Il relève de leur responsabilité d'exiger que les fonds pour la recherche soient réorientés vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie au lieu de financer des projets délirants comme ITER, et de refuser que les projets de nouvelles centrales puissent bénéficier de subventions. Enfin, nous attendons d'eux qu'ils dénoncent l'aberration d'Euratom - que doivent financer même les États qui ont renoncé au nucléaire - et qu'ils s'opposent à tout accord international qui pourrait faire obstacle à cette transition et dégrader la sûreté nucléaire.

Élus européens, saisissez-vous du désarmement nucléaire !

Mais la protection des populations en Europe ne passe pas seulement par la fermeture des centrales : il faut rappeler que la menace des armes nucléaires n'a pas pris fin avec la guerre froide. Incroyable pour beaucoup des Européens, le niveau d'alerte des forces nucléaires persiste. Les doctrines de sécurité impliquent toujours un tir avant impact ennemi, c'est-à-dire en une quinzaine de minutes après détection d'un missile hostile. Le déclenchement d'une frappe nucléaire peut arriver par erreur

ou par accident. Les futurs élus européens doivent exprimer leur opposition à un tel niveau d'insécurité.

Par ailleurs, l'Europe ne peut prétendre se présenter comme un espace de paix tant que des armes nucléaires et des usines où sont fabriquées les bombes sont présentes sur son sol. La possession d'armes nucléaires par la France et la Grande-Bretagne constitue un obstacle à la construction d'une véritable Europe des peuples. Le fait qu'un État puisse prendre seul la catastrophique responsabilité de déclencher une frappe nucléaire est une négation de l'idée même d'une Europe politique.

Le Parlement européen a déjà voté une délibération en 2009 demandant que soit *« ouvert un dialogue avec les Etats nucléaires d'Europe, et avec l'OTAN, pour réaliser une zone exempte d'arme nucléaire sur le continent européen »*. En 2014, le Parlement européen doit continuer à exprimer son exigence du désarmement nucléaire.

Nous attendons donc des futurs députés qu'ils expriment la volonté des Européens d'être un des principaux moteurs de la dynamique de désarmement. Après celle d'Oslo en 2013 et de Nayarit en 2014, l'Autriche convoque à Vienne les 8 et 9 décembre 2014 la troisième conférence sur les "conséquences humanitaires catastrophiques d'une frappe nucléaire", avec le soutien de la Campagne internationale pour l'élimination des armes nucléaires ICAN. Nous demandons que les futurs députés se préoccupent dès que possible de la participation de l'Union européenne à cette conférence. Nous demandons à nos futurs députés qu'ils s'expriment en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires, souhait exprimé par les 2/3 des Etats lors des conférences précédentes d'Oslo et de Nayarit. Alors que les citoyens s'impliquent déjà sur cette question, notamment par une série d'actions prévues pour cet été dans différents pays européens, les futurs élus doivent également s'engager !

Nous appelons les candidats à faire connaître leurs positions sur ces enjeux afin que les électeurs puissent voter en connaissance de cause !

Pour en savoir plus : Campagne pour le désarmement nucléaire : https://icanfrance.org/ *« Le désarmement nucléaire, vous soutenez ? »* : tribune co-signée par le Réseau "Sortir du nucléaire" parue dans Médiapart : https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/140514/le-desarmement-nucleaire-vous-soutenez

Contact presse :

Sophie Morel – 07 77 85 16 09